



Panneau du gouvernement insistant sur la « zone non constructible » nouvellement désignée le long de la côte de Candahue, Leyte. Photo : Laura Eldon/Oxfam

TYPHON HAIYAN

Recherches communautaires sur la réinstallation de personnes déplacées internes aux Philippines

En février et mars 2014, Oxfam a réalisé aux Philippines des travaux de recherche sur le terrain auprès de populations déplacées suite au passage du typhon Haiyan afin d'éclairer et d'influencer leur réinstallation sous la houlette du gouvernement. Le projet a mis à l'essai un processus de recherche cyclique, comprenant une enquête numérique, afin d'en reprendre les constats sans délai dans les programmes et les actions de plaidoyer, de mieux les communiquer à d'autres acteurs et autorités, et d'en rendre compte aux communautés concernées. Cet article examine la méthodologie utilisée et présente les constats et les enseignements essentiels qui en découlent.

SOMMAIRE

| | |
|---|-----------|
| MÉTHODOLOGIE | 4 |
| PLANIFICATION ET FORMATION | 9 |
| SAISIE ET ANALYSE DES DONNÉES | 9 |
| MOYENS DE SUBSISTANCE, WASH ET PROTECTION..... | 14 |
| IMPACT : UTILISER LES RECHERCHES SUR LE TERRAIN POUR INDUIRE DES AVANTAGES TANGIBLES | 16 |
| ÉTHIQUE, RISQUES ET STANDARDS | 16 |
| QUELQUES ENSEIGNEMENTS MAJEURS | 18 |
| CONCLUSIONS..... | 20 |
| REMERCIEMENTS..... | 20 |

INTRODUCTION

Le 8 novembre 2013, le typhon Haiyan a frappé le centre des Philippines, faisant 6 190 victimes et laissant 14,1 millions de personnes nécessitant une aide immédiate. Plus de 4 millions de personnes ont été contraintes de fuir leur foyer, alors que plus d'un million de maisons ont été détruites ou endommagées. Beaucoup des déplacés appartenaient déjà aux segments les plus pauvres de la population aux Philippines, et après le passage du typhon, ils se sont retrouvés à vivre dans des tentes ou des centres d'évacuation. Peu de temps après le typhon, le gouvernement des Philippines a déclaré « zone non constructible » la langue de terre de 40 mètres longeant le littoral sinistré et a annoncé son plan de relocaliser les populations de ces zones côtières pour les installer dans d'autres secteurs plus sûrs. Beaucoup de communautés dépendaient pour leur subsistance de la pêche et d'autres activités spécifiques à leur emplacement côtier, or dans certains cas, les secteurs identifiés pour leur réinstallation se trouvaient jusqu'à 12 km à l'intérieur des terres. Oxfam a apporté aux personnes touchées par le typhon de l'eau, des services d'assainissement, une assistance monétaire et des articles non alimentaires, y compris du soutien aux abris.

RECHERCHES SUR LE TERRAIN D'OXFAM

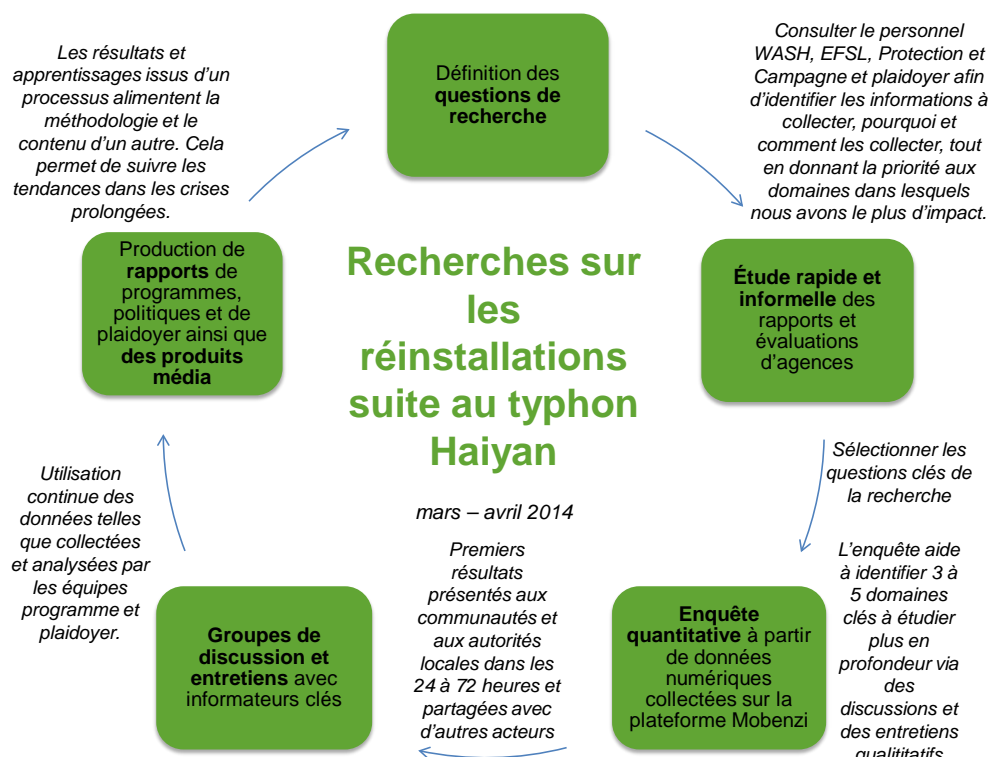
Oxfam savait ne disposer que d'une marge de manœuvre très serrée pour influencer le processus de réinstallation et que les personnes déplacées internes étaient très mal informées ou n'avaient que très peu d'influence sur les projets de réinstallation. Oxfam voulait comprendre les besoins pratiques des personnes déplacées, l'assistance et les conditions qu'elles souhaitaient avoir en place pour que leur réinstallation soit pérenne à long terme. Il fallait que les recherches se fassent rapidement pour ne pas passer à côté d'opportunités de plaider et d'influencer, mais qu'elles soient aussi de haut niveau pour être crédibles et qu'elles permettent aux communautés touchées d'y participer le plus possible.

Malgré les nombreuses années d'expérience d'Oxfam à effectuer ce type de recherches dans des régions du monde entier, la confédération est soucieuse d'améliorer continuellement sa démarche pour qu'elle réponde aux normes les plus élevées en matière de méthodologie, d'éthique de gestion des données, de retour d'informations efficace aux communautés et d'utilisation rapide des résultats en vue d'induire de véritables changements positifs dans la vie des populations. Fin 2013, Oxfam a mis à l'essai ce nouveau processus de recherche en Jordanie¹, en étudiant les besoins et les perceptions des réfugiés syriens. En plus de méthodes plus traditionnelles de saisie de données qualitatives, comme des discussions de groupes témoins et des entretiens avec des informateurs clés, le processus comprenait une saisie numérique des données pour une enquête quantitative. Les enseignements tirés de ce projet pilote en Jordanie ont éclairé les travaux de recherche sur le terrain effectués aux Philippines.

Dans ce projet, l'équipe d'Oxfam a travaillé avec un centre national de ressources juridiques, IDEALS (Initiatives pour le dialogue et l'autonomisation par des services juridiques autres). IDEALS a mis à la disposition d'Oxfam plusieurs de ses agents recenseurs et a apporté son aide au choix de secteurs dans l'une des municipalités. Oxfam a également embauché au poste de chercheuse principale une consultante locale, spécialement choisie en raison de sa formation en anthropologie. Sa formation a été très précieuse pour développer les éléments éthiques et de participation communautaire du processus.

MÉTHODOLOGIE

Graphique 1 : Méthodologie proposée



Le processus cyclique a développé les connaissances existantes, en évitant les doubles emplois et en permettant l'utilisation à tous les stades des informations obtenues. Les travaux de recherche se sont déroulés dans quatre secteurs, les résultats de l'enquête quantitative étant recueillis au moyen de discussions de groupes témoins, d'entretiens avec des informateurs clés et de séances de retour d'informations auprès des communautés. Oxfam a interrogé 453 personnes, organisé 14 discussions de groupes témoins et interrogé plus d'une trentaine d'informateurs clés dans quatre provinces dans le Samar oriental, le Leyte et le Nord Cebu. Ces travaux portaient sur les personnes déplacées vivant dans des « zones non constructibles », que ce soit dans leurs propres maisons qu'elles ont réparées ou dans des tentes fournies par des organisations humanitaires, sur les populations vivant dans les centres d'évacuation, et sur celles dans les dortoirs. Les secteurs ont été choisis en fonction des lieux où Oxfam intervenait déjà et d'après les recommandations de groupes de travail, de clusters et d'autres organisations opérationnelles sur place.

Définition des questions de recherche

Dans un premier temps, l'équipe de terrain d'Oxfam a organisé une séance de planification détaillée pour décider des informations que nous souhaitons recueillir et pourquoi, de l'usage qui en serait fait, des changements à engager, et de la manière dont les risques seraient gérés, atténués et évités. La première séance de réflexion a réuni des membres du personnel de divers secteurs d'intervention d'Oxfam : eau, assainissement et hygiène (WASH), sécurité alimentaire et moyens de subsistance, protection, politique et campagnes. Celle-ci s'est conclue par l'élaboration d'une longue liste de questions couvrant les thèmes suivants :

situation actuelle des populations en matière de logement et d'accès aux services et aux installations ; connaissances, informations et communication sur les processus et les options de réinstallation ; besoins, préférences et préoccupations des personnes déplacées en matière de réinstallation ; et questions portant sur les indemnités au titre de la perte de terres.

Revue documentaire

En Jordanie, en raison du caractère prolongé de la crise en Syrie, il existait beaucoup de rapports publiés et d'évaluations existantes, qui ont été analysés au cours d'une revue documentaire au début du processus de recherche. Aux Philippines, en raison de la nature de la crise, s'agissant d'une catastrophe à déclenchement rapide, les documents spécifiques à la situation étaient bien plus rares. Par conséquent, lors de la formulation des questions de l'enquête quantitative, au lieu de réaliser une revue documentaire en bonne et due forme, Oxfam s'est appuyée sur les connaissances de son équipe, du personnel sur place et de ses partenaires, sur des discussions avec d'autres organisations ainsi que sur une revue documentaire rapide et informelle des évaluations existantes et des interventions lors de catastrophes précédentes.

Enquête numérique

Tirant parti du taux élevé d'utilisation du téléphone mobile et de la bonne connectivité à Internet aux Philippines, et suite au succès d'un projet pilote préalable de saisie numérique des données en Jordanie, Oxfam a décidé d'avoir recours à la collecte numérique des données pour l'enquête. On s'attendait à ce que cette démarche produise d'importants gains de temps au stade de la collecte de données et de l'analyse de base, et permette une plus grande précision due à l'automatisation de la saisie des données.



Un agent recenseur démontre comment il utilise un appareil mobile pour effectuer une enquête de réinstallation lors d'une visite de terrain dans le Samar oriental. Photo : Laura Eldon/Oxfam

« L'utilisation de gadgets permet d'accélérer le déroulement de l'enquête. Vous disposez ainsi des résultats facilement pour pouvoir planifier sans attendre les projets ou programmes que vous souhaitez. »

Agent recenseur, février 2014

Les questions de l'enquête ont été établies en affinant la longue liste initiale de questions de recherche, en tenant compte des retours de l'équipe et des informations tirées de la revue

documentaire rapide. Les questions ont été classées en quatre sections, chacune comportant entre 2 à 20 questions. Le type de questions était varié : demandant une réponse « oui/non », une réponse numérique ou une réponse à choix multiples (invitant un seul choix, ou les trois ou quatre les plus importants, ou demandant de cocher toutes les cases correspondantes). Certaines comportaient une rubrique « autre » comme option, pour y saisir du texte libre afin d'enregistrer la réponse de la personne interrogée en l'absence d'une réponse prévue d'avance. La saisie de texte libre a été réduite au minimum pour faciliter la saisie des données sur des écrans de téléphone mobile et limiter le temps supplémentaire nécessaire pour analyser les entrées.

Une fois que les questions ont été arrêtées, elles ont été traduites et transférées sur la plateforme Mobenzi. Les traductions ont été peaufinées lors de l'essai préliminaire pour s'assurer qu'elles étaient fidèles au sens voulu. Pour que l'enquête soit de la meilleure qualité et aussi pertinente que possible, l'essai préliminaire a été réalisé auprès d'une communauté dans une situation d'enquête réelle. Les questions ont été chronométrées lors des essais préliminaires pour s'assurer qu'elles n'étaient ni trop longues ni trop compliquées pour les personnes interrogées. Au cours de la formation, les agents recenseurs ont été chronométrés pendant qu'ils effectuaient l'enquête, que ce soit sur papier ou avec la version mobile. En moyenne, l'enquête sur papier leur prenait environ cinq minutes de plus que sur un téléphone mobile, grâce en grande partie à la fonction de saut automatique et à la facilité de la saisie. À mesure que les agents recenseurs se sont familiarisés avec l'interface mobile, leur temps de saisie des réponses s'est accéléré. Vers la fin de l'essai préliminaire, la plateforme Mobenzi a enregistré que les agents recenseurs mettaient en moyenne 15 minutes pour réaliser chaque enquête.

Un expert technique de l'équipe chargée de la promotion des TIC (technologies de l'information et des communications) dans nos programmes a apporté son soutien en passant trois semaines sur place à dispenser des formations techniques à la mise en place et à la conduite de l'enquête, en s'aidant des données d'analyse de Mobenzi et en trouvant la cause des dysfonctionnements des appareils. Le retour d'informations de l'équipe sur le terrain montre combien ce soutien a été essentiel au bon déroulement du volet numérique de l'enquête.

Groupes de discussion, entretiens et analyse des données

Quatorze discussions de groupes témoins ont été organisées et plus d'une trentaine d'informateurs clés ont été interrogés dans quatre provinces dans le Samar oriental, le Leyte et le Nord Cebu. Les questions posées lors de ces discussions ont été peaufinées et étayées à partir des résultats de l'enquête. Les discussions de groupe se sont déroulées dans des secteurs autres que ceux de l'enquête, et les participants se sont proposés sur invitation des responsables des barangay, avec un nombre égal de discussions de groupe hommes et femmes. En général, un plus grand nombre de femmes que d'hommes se sont portées volontaires à participer à des discussions de groupe. Le plus petit groupe ne comptait que quatre hommes, alors que dans tous les cas il y a eu un nombre suffisant de femmes. Cette disparité s'explique en partie par le fait que ces discussions se déroulaient vers midi, à l'heure de la sieste pour les hommes qui s'étaient levés tôt le matin pour partir à la pêche. Dans certains secteurs, la participation à l'enquête a suscité un vif intérêt, alors que dans d'autres (surtout là où la réinstallation ne concernait qu'une poignée de familles), les participants n'ont pas été assez nombreux. Toutefois même dans ces secteurs, les séances de retour d'informations auprès des communautés pour leur présenter les grandes tendances et les principaux constats de la collecte de données (par l'enquête et par les discussions de groupes témoins) ont attiré les foules, qui demandaient à vérifier les résultats. Dans toutes les séances de retour d'informations auprès des communautés, le plus grand groupe a confirmé les constats qui lui étaient présentés.

Il avait été demandé aux agents recenseurs qui menaient l'enquête de prendre des notes lors des discussions de groupe, or cela s'est révélé difficile, car malgré leur excellent travail au niveau de l'enquête, la prise de notes lors de discussions de groupe nécessite un tout autre ensemble de compétences, notamment pour rendre compte des réactions et des échanges du groupe. Le planning était tel qu'il n'y avait assez de temps entre les déplacements pour que les agents recenseurs puissent taper leurs notes. En raison de ce manque de temps conjugué à leur inexpérience, ils ont mis plus de temps à prendre note des discussions de groupe et une partie des données ont été perdues. Au bout de quelques discussions de groupe, l'équipe a décidé d'enregistrer les discussions sur téléphone, ce qui s'est révélé très utile et a renforcé la précision. Les agents recenseurs ont pris soin de commencer par demander leur consentement aux participants, avec un bref enregistrement initial à la clé pour le leur faire écouter et décider s'ils acceptaient ou non d'être enregistrés. Tous les participants ont dit qu'ils étaient disposés à être enregistrés, cependant à la réflexion, l'équipe s'est rendu compte qu'elle ne leur a pas indiqué précisément pendant combien de temps ces enregistrements allaient être conservés et quelle confirmation ils recevraient une fois supprimés. Les enregistrements ont été recoupés à nouveau avec les notes et ont fourni d'importantes informations supplémentaires. L'analyse des données a été réalisée par le chercheur principal, le conseiller en protection et le conseiller de politique humanitaire.

PLANIFICATION ET FORMATION

Matériels

L'équipe MEAL (suivi, évaluation, redevabilité et apprentissage) d'Oxfam aux Philippines avait déjà investi dans l'achat de 29 téléphones Android, dont dix ont été utilisés pour ce projet, ce qui a permis d'éviter les retards de logistique et d'approvisionnement qui s'étaient produits lors du projet pilote en Jordanie. Le système d'exploitation Android de l'appareil a été un élément fondamental, en raison de sa compatibilité avec le plus grand nombre d'outils et logiciels de collecte de données mobiles commercialisés, dont Mobenzi, la plateforme retenue pour ce projet. Cette solution est donc pérenne pour être reprise ultérieurement par d'autres équipes, et compatible pour envisager de l'utiliser avec d'autres plateformes ou d'autres logiciels.

Plateforme logicielle

Une fois encore, Mobenzi a été choisie comme plateforme pour la saisie numérique des données, en raison de sa fonction analytique intégrée accompagnée d'un tableau de bord en ligne dont les graphes de données peuvent être transférés à distance quasiment instantanément aux parties prenantes clés au moyen d'une URL. L'équipe d'Oxfam en Jordanie l'avait utilisée avec beaucoup de succès dans le cadre de son projet pilote. Toutes les polices de caractères sont compatibles avec le contenu de l'enquête, ce qui a permis à l'équipe des Philippines de réaliser l'enquête dans quatre dialectes et d'en regrouper les résultats dans une seule opération.

Formation des agents recenseurs

Les agents recenseurs ont reçu une journée complète de formation aux objectifs et à la méthodologie de la recherche, accompagnée de la présentation de la version papier de l'enquête, suivie d'une journée axée sur l'appareil et sur l'application Mobenzi. Un essai préliminaire y a fait suite, qui a relevé les éléments à améliorer au niveau de l'enquête à proprement parler. La formation sur le mobile a été axée sur la saisie des résultats,



l'utilisation de l'interface de l'enquête et la meilleure façon d'expliquer la saisie numérique des données aux participants pour s'assurer de leur consentement éclairé. La formation a également porté sur les échanges avec les participants, la saisie de données, la réponse à celles-ci et le résumé des données dites « autres ». Les agents recenseurs de l'enquête ont été transférés d'un site à l'autre dans la mesure du possible, en tenant compte de leurs compétences linguistiques. La formation s'est également concentrée sur les protocoles de base pour utiliser les appareils, notamment le fait que les cartes SIM en seraient retirées, que les appareils ne seraient utilisés que pour l'enquête et qu'aucune photo ne sera prise avec. Néanmoins, lors de l'essai préliminaire, un agent recenseur a pris en photo une personne interviewée avec le téléphone, en violation des protocoles en place et ce bien qu'il lui ait été spécifiquement interdit de le faire. Dans ce cas, l'agent recenseur en question a été limogé et les protocoles d'utilisation réitérés avec encore plus

d'insistance aux autres agents recenseurs.
L'expert technique de l'équipe d'Oxfam chargée
de la promotion des TIC dans nos programmes
a téléchargé une application qui dorénavant
empêche d'utiliser les téléphones
à des fins autres que celles de l'enquête.

Agents recenseurs en cours de formation aux
techniques d'enquête mobile à Tacloban. Photo :
Laura Eldon/Oxfam

Les équipes s'étaient munies de versions papier de l'enquête, même si aucune personne interrogée n'a refusé de se prêter à l'enquête numérique après en avoir eu le choix. Partout sauf dans un secteur, l'utilisation d'un outil d'enquête numérique était quelque chose de nouveau pour les personnes interrogées. Les agents recenseurs ont été très efficaces à s'assurer d'obtenir le consentement éclairé des participants, qui ont trouvé là quelque chose d'assez nouveau par rapport aux autres évaluations qui avaient eu lieu peu de temps avant. En fait, certaines personnes interrogées ont estimé qu'il était presque « trop poli », même si globalement les intéressés ont beaucoup apprécié que le caractère volontaire de leur participation leur soit expliqué si clairement.

En s'aidant du processus mis sur pied lors du projet pilote en Jordanie, les données saisies sur les téléphones étaient transférées à la fin de chaque journée pour en minimiser le risque de perte, pour être ensuite effacées des téléphones. Les contrats des agents recenseurs les obligeaient à prendre soin des téléphones pour éviter les risques de vol ou de casse, et chaque combiné était doté d'un code d'accès pour plus de sécurité et était clairement indiqué comme étant la propriété d'Oxfam et non pas celle des agents recenseurs.

SAISIE ET ANALYSE DES DONNÉES

Le processus de saisie des données (enquête, groupes de discussion et entretiens) a pris cinq semaines au total et les résultats ont été analysés dans le détail avant d'être présentés dans un rapport qui a été rédigé dans un délai d'un mois une fois l'analyse des données achevée. Il s'agissait là d'un gain de temps considérable par rapport au projet pilote précédent en Jordanie, où beaucoup d'importance avait été accordée à la rédaction d'un rapport mais où il avait fallu attendre plusieurs semaines après la saisie des données pour que celui-ci soit rendu public en raison de formalités d'approbation et de négociations interminables avec d'autres acteurs humanitaires concernant son caractère sensible. Dans chaque secteur, l'enquête numérique a été réalisée en premier pour ensuite en utiliser les résultats en vue d'établir sept questions ciblées destinées aux discussions de groupes témoins et aux entretiens avec des informateurs clés. En l'espace de quelques heures après le déroulement de l'enquête, les données étaient transférées sur Mobenzi dont l'examen a permis au personnel d'en relever les questions et les thèmes importants. L'équipe a pu ainsi relever immédiatement des problèmes au niveau des moyens de subsistance, ce qui a permis à l'équipe chargée des moyens de subsistance de participer aux séances de retour d'informations auprès des communautés et de se servir des données pour influencer immédiatement sur leurs priorités de programmation.

Entre 8 et 12 entretiens ont été effectués sur chaque téléphone par jour, laissant une autonomie de batterie de 50 % environ. Quand une personne interrogée répondait en texte libre aux questions contenant l'option « autre », l'agent recenseur se chargeait de la résumer avant de la saisir dans le téléphone mobile. Les réponses étaient transférées en fin de journée sur wifi au bureau d'Oxfam, ce qui prenait cinq minutes environ. Cela a permis d'éliminer le stade habituel de saisie de données associé à des enquêtes sur papier, qui aurait pris bien plus de temps et se serait accompagné de risques d'erreurs bien plus importants. Les réponses aux questions à choix multiples et exclusifs ont été automatiquement traduites en anglais. Cela a été relativement simple à faire car l'enquête avait été élaborée à l'origine en anglais pour être ensuite traduite en deux versions, l'une en waray et l'autre en cebuano. Toutes les informations supplémentaires à la rubrique « autre » ont été saisies dans la langue locale ou le dialecte local, qu'il a donc ensuite fallu traduire au bureau, tâche assumée par le chercheur principal et la consultante. Pour des raisons pratiques, cette traduction a été faite à la fin du processus, plutôt que pendant la saisie des données, et par conséquent il n'a pas été possible d'en tenir compte au cours de la recherche sur le terrain. À l'avenir, il faudra consacrer davantage de temps entre les déplacements d'un secteur à l'autre, pour se charger de le faire pendant le processus de collecte de données sur le terrain.

Il arrive souvent que dans un processus de collecte de données à méthodes mixtes, les enquêtes, les discussions de groupe et les entretiens se déroulent simultanément en vue de réduire les retards éventuels. Cette méthode a pour inconvénient qu'il n'est alors pas possible d'utiliser les constats des enquêtes quantitatives pour nuancer les processus qualitatifs et approfondir davantage ceux qui méritent de l'être. En revanche, du fait de la rapidité avec laquelle les données quantitatives des enquêtes ont été téléchargées et les premiers résultats disponibles, les entretiens individuels et les discussions de groupe ont pu s'appuyer sur ces premiers constats. Les discussions de groupe ont été animées par du personnel expérimenté d'Oxfam, les agents recenseurs se chargeant d'en prendre des notes écrites et de les enregistrer sur leur téléphone mobile. Ces discussions ont permis aux personnes interrogées d'approfondir leur témoignage et de valider les constats clés de l'enquête. Du fait que l'équipe d'enquête était itinérante, il lui a été possible de réfléchir à la démarche adoptée et d'appliquer les enseignements tirés d'un secteur au suivant en ajustant le processus par la même occasion. Néanmoins, certains problèmes inattendus que les personnes interrogées n'avaient pas évoqués lors de l'enquête numérique se sont fait jour lors des discussions de groupe,

concernant notamment la sécurité d'occupation dans les sites de réinstallation. C'est ainsi que des informations qualitatives ont été obtenues sur certaines questions pour lesquelles il n'existait aucune donnée quantitative.



Une employée d'Oxfam en train de discuter des constats initiaux de l'enquête lors d'une séance de retour d'informations auprès des communautés.

Photo : Laura Eldon/Oxfam

« J'ai l'impression que nous sommes parvenus à poser de meilleures questions lors des discussions de groupe et à aborder des problèmes qui autrement nous auraient échappé. »

Membre de l'équipe, mars 2014

Taille de l'échantillon et répartition

La taille de l'échantillon visait à être aussi représentative que possible dans chacun des secteurs, l'enquête ayant porté sur un total de 453 personnes interrogées. Une méthode par échantillonnage aléatoire a été utilisée, les agents recenseurs visitant chaque énième foyer. Afin de veiller à la parité hommes-femmes, certains agents recenseurs ont cherché à parler surtout à des femmes et d'autres surtout à des hommes. Si personne n'était à la maison, ou si un homme/une femme n'était pas disponible dans un ménage donné, il était demandé aux agents recenseurs de s'arrêter à la maison suivante et de se remettre à partir de là à frapper à la porte de tous les énièmes foyers.

Divulgations inattendues

Lors de recherches sur le terrain passées, il est arrivé que les participants présentent toutes sortes d'informations supplémentaires en plus de leurs réponses aux questions spécifiques demandées. Dans certains cas, ces informations ont été très utiles pour relever des problèmes qui n'avaient pas été pris en compte préalablement et pour étoffer le contexte de la recherche. Dans d'autres en revanche, des révélations ou allégations inattendues ont été communiquées à l'équipe et débordaient du cadre de la recherche. Si des allégations sont prononcées à propos d'autres membres de la communauté, des autorités ou des organisations humanitaires, il est parfois difficile de les traiter dès lors qu'elles sont données dans des termes vagues et reposent sur des dires de deuxième voire de troisième mains. Dans le cas présent, en fait très peu d'observations ont été faites en dehors des questions de recherche, principalement du fait que globalement la communauté humanitaire et le soutien qu'elle apportait a reçu un très bon accueil, et aussi parce que la recherche était essentiellement axée sur une problématique spécifique : celle de la réinstallation.

Retour d'informations

Le retour d'informations (feedback) est un processus important pour renforcer la confiance des populations et permettre une utilisation efficace des informations données et des analyses effectuées dans le but d'amorcer des changements. Ce projet a suscité trois types de retours d'informations : en interne pour le personnel et les partenaires d'Oxfam, auprès des communautés et des autorités, et par le partage d'informations avec d'autres organisations. Il est fréquent qu'il manque du temps pour que les différents agents de programme se réunissent et prennent connaissance des premiers résultats. Bien que le partage des résultats fasse partie du processus de gestion, il est toujours soumis à une évaluation des risques. Dans le cas présent, le retour d'informations sur les premiers résultats a été relayé à l'équipe de direction d'Oxfam qui a pu le reprendre sur-le-champ pour moduler et adapter les interventions humanitaires. Le retour d'informations auprès des communautés s'est fait dans un délai de 24 à 72 heures après la collecte des données, et il s'est avéré à la fois très utile et extrêmement apprécié. Les communautés ont dit qu'elles se sont senties rassurées de voir que leurs pairs partageaient leurs préoccupations concernant la réinstallation et que les organisations non gouvernementales (ONG) ne se contentaient pas d'écouter leurs préoccupations mais d'y répondre également. Le fait d'obtenir un retour d'informations si rapide leur a procuré le sentiment de maîtriser les informations qu'elles avaient fournies.

Ces résultats initiaux ont servi à influencer sur le changement, ne serait-ce que d'une manière très localisée. Le retour d'informations s'est concentré sur les tendances émergentes et les principaux problèmes dégagés par l'enquête, les discussions de groupes témoins et les entretiens. Il a servi à la fois à informer la communauté et à marquer une première étape en matière de plaidoyer. Les chefs de village ont participé directement aux réunions et les maires ont reçu du retour d'informations de manière bilatérale dans le cadre de réunions distinctes dans le Leyte et le Palo. Le retour d'informations s'est fait oralement et des graphiques et tableaux imprimés ont été montrés à la communauté, sans pour autant y être laissés, l'analyse des données étant inachevée. Il leur avait été spécifiquement demandé de vérifier ou de contester les conclusions, même s'ils les ont confirmées dans leur écrasante majorité. À cette fin, le personnel de terrain a présenté oralement aux clusters concernés, y compris aux agences onusiennes et à d'autres, les premiers résultats de l'analyse préliminaire effectuée dans chaque secteur, pour faciliter une approche intégrée à la saisie des données et éviter les doubles emplois.

« C'est à la fois une leçon d'humilité et quelque chose de très puissant d'entendre sa propre voix si rapidement. »

Participant au retour d'informations communautaire, février 2014

Analyse des données

L'étape du retour d'informations et de vérification par la communauté a beaucoup apporté à l'analyse des données. Non seulement les résultats de l'enquête ont été contre-vérifiés par rapport aux discussions de groupe et aux entretiens individuels, mais en plus l'analyse préliminaire a été validée par les communautés. Cette analyse peut toutefois prendre beaucoup de temps, si bien qu'il faut trouver le juste équilibre entre la rapidité de diffusion des données et la vérification de la validité des résultats. Le partage de l'ensemble des données et des résultats avec d'autres organisations et des parties prenantes externes a pris plus de temps du fait que l'équipe a dû attendre que chaque secteur lui envoie son analyse des résultats.

L'équipe d'Oxfam savait bien que les données brutes peuvent être interprétées de diverses manières (ce qui avait justement été un problème en Jordanie) et souhaitait faire preuve de prudence avant de communiquer largement des conclusions détaillées avant leur analyse complète. Cette prudence a été source d'une certaine frustration de la part d'autres

organisations qui avaient espéré que les données leur soient communiquées sur-le-champ. Des pressions ont été exercées sur les bureaux de terrain pour qu'ils partagent leurs données et le fait de devoir attendre six semaines pour qu'une analyse complète soit prête a été perçu comme frustrant pour toutes les parties concernées. Oxfam a pu calmer les tensions dans une certaine mesure en dégagant les tendances fortes et en relayant des analyses qui avaient déjà été vérifiées par le retour d'informations de la communauté. À l'avenir, il faudra gérer les attentes, non seulement au niveau des communautés mais aussi à celui des autres organisations et des autorités quant à la rapidité avec laquelle il sera possible de partager les données et quant à l'éthique de la communication de résultats partiels et le risque de leur mauvaise interprétation.

La section en texte libre de l'enquête s'est avérée elle aussi difficile à traiter. Il s'agit là d'une fonction importante, car elle relève des informations complémentaires pertinentes. Un travail minutieux au début du processus permet généralement de relever les options à choix multiples les plus probables et donc de réduire le recours au texte libre, mais pour certaines questions, il peut s'avérer que cette option constitue l'unique moyen de traduire le point de vue donné ou les circonstances particulières de la personne interrogée. Afin de gérer ces données, les agents recenseurs ont dû recevoir une formation pour veiller à la qualité de leur saisie dans la mesure du possible. Dans certains cas, l'option « autre » a été retenue alors qu'en fait la réponse figurait parmi les options à choix multiples, ce qui a entraîné une saisie manuelle fastidieuse et le recalcul manuel des données dans Excel, pour lesquels il aurait été très utile de disposer de ressources supplémentaires. Le chercheur principal a dû saisir à nouveau ces informations manuellement, car elles avaient été fournies dans quatre dialectes ou langues. En conséquence, les besoins de traduction ont été bien plus lourds que les ressources disponibles. Le planning n'avait pas prévu assez de temps pour s'en charger tous les jours, ce qui a entraîné des retards.

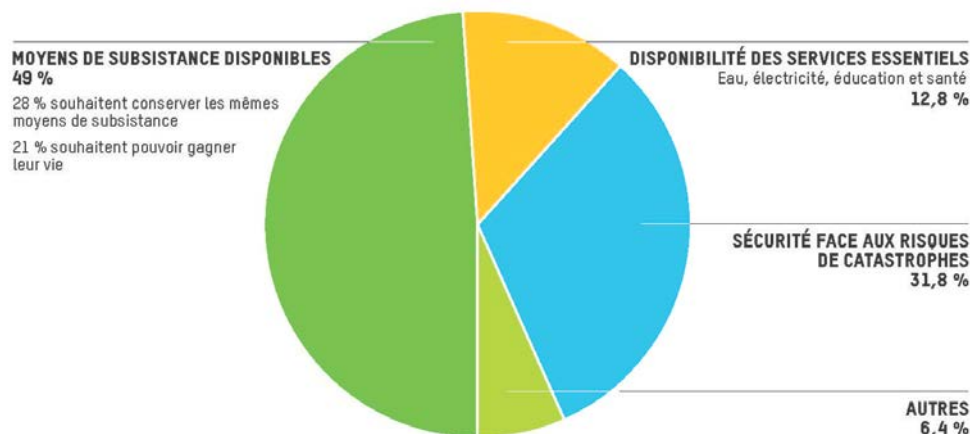
Oxfam cherche toujours à s'assurer que les données sont ventilées par sexe pour pouvoir réaliser une analyse sexospécifique solide. Dans Mobenzi, il est possible de produire un rapport en utilisant les données provenant de toutes les réponses des femmes à une question, puis d'effectuer un rapport distinct pour toutes les réponses des hommes. Pour produire un rapport unique qui compile les deux ensembles de données, il est nécessaire d'exporter des données brutes dans Excel. Au cours de l'analyse des données, il a été relativement facile de discerner à partir de l'enquête différentes tendances et leurs impacts différentiels sur les hommes et sur les femmes, ainsi que sur les différents groupes d'âge et les secteurs. Les discussions de groupes témoins ont été ventilées par âge, par sexe et par secteur.

MOYENS DE SUBSISTANCE, WASH ET PROTECTION

Le travail de recherche a été lancé par l'équipe de protection d'Oxfam et le conseiller en plaidoyer humanitaire. Dans ce contexte, il a été jugé que la problématique de solutions durables au déplacement, axée autour des moyens de subsistance, relevait d'une problématique de protection. Les questions de la recherche ont été élaborées avec la participation des directeurs de programme chargés des programmes WASH et des moyens de subsistance dans chaque secteur. Les réponses obtenues ont été extrêmement utiles, surtout pour l'équipe chargée des moyens de subsistance. Certaines des conclusions étaient déjà bien connues des autorités et des acteurs humanitaires, toutefois le fait de disposer de bases factuelles solides et de faits indéniables issus d'un processus crédible a accordé du poids aux messages de plaidoyer, notamment autour des déclarations concernant les zones non constructibles, la nécessité d'une meilleure communication et d'une plus grande consultation avec les populations sinistrées, et d'une aide accrue aux populations vivant dans des zones non constructibles avant le passage du typhon. Le rapport publié en 2014² présentait plusieurs recommandations essentielles tout en soulignant que la priorité devait être accordée à la question des moyens de subsistance.

Parmi les recommandations données, les collectivités locales devaient : « *Faire en sorte que les moyens de subsistance fassent partie intégrante des plans de réinstallation. Des études socio-économiques doivent être réalisées dès les premiers stades de la planification et prévoir des activités de subsistance pour les hommes et pour les femmes avant de réinstaller les populations.* »

Graphique 2 : Résultats de l'enquête d'Oxfam à la question « Quel est le critère primordial à prendre en compte par les autorités dans le choix d'un site de réinstallation ? »



Le rapport a également formulé des recommandations relatives à la question controversée des droits fonciers, de la sécurité d'occupation et d'autres facteurs sous-jacents qui expliquaient la très grande vulnérabilité de beaucoup de personnes aux effets et aux impacts du typhon, et qui subsisterait à moins que quelque chose ne soit fait pour y remédier. C'est à ce niveau que l'intervention humanitaire s'enchaîne sur les besoins de développement à plus long terme.

Les premiers résultats et le retour d'informations aux équipes de programmes d'Oxfam ont été principalement communiqués par le retour d'informations à l'équipe de terrain d'Oxfam.

D'autre part, l'équipe d'Oxfam chargée des moyens de subsistance au grand complet était

présente pour le retour d'informations auprès de la communauté dans le Leyte, ce qui lui a permis de prendre davantage les devants pour répondre aux préoccupations de la population au sujet des moyens de subsistance. L'équipe a ainsi pu évaluer les retombées de la réinstallation sur les moyens de subsistance, échanger avec des membres de la communauté et se mettre à répondre aux préoccupations des communautés d'accueil dans les secteurs de réinstallation ciblés, par exemple sur l'intégration du point de vue des moyens de subsistance.

Ces informations ont été reprises ultérieurement pour des activités de plaidoyer auprès de divers représentants des autorités provinciales et locales. S'ajoutant à la longue expérience de campagne sur les droits des communautés de pêcheurs et sur un meilleur aménagement du territoire, les données de l'enquête ont également servi à Oxfam et à ses partenaires pour mener des actions de plaidoyer tant informelles que formelles sur le plan national alors même que le gouvernement était en train de formuler les politiques de réinstallation. Oxfam a apporté du soutien à son partenaire de pêche pour organiser un forum national en vue de débattre du fondement juridique de la politique des 40 mètres, qui a abouti à la création d'un groupe de travail réunissant des organisations de la société civile et le gouvernement ainsi qu'au renforcement de nos messages auprès des ministères clés.

IMPACT : UTILISER LES RECHERCHES SUR LE TERRAIN POUR INDUIRE DES AVANTAGES TANGIBLES

Les analyses et les résultats ont été communiqués aux équipes du programme d'Oxfam et relayés aux communautés et aux autorités tout au long du processus de saisie des données, en prévoyant dès les tout débuts d'établir également un rapport dans le but de servir d'axe central à des actions de lobbying et de plaider sur les questions de réinstallation. En avril 2014, le rapport intitulé *The Right Move? Ensuring durable relocation after typhoon Haiyan*³ a été publié. Le délai entre la collecte et l'analyse des données jusqu'à la publication du rapport a été très court, ce qui a été particulièrement utile pour pouvoir en reprendre les constats afin d'influer sur les plans qui étaient en train d'être mis sur pied. Le rapport et d'autres éléments, comme l'infographie utilisée dans les réseaux sociaux, ont mis en évidence les améliorations qu'il était possible d'apporter à la gestion des zones non constructibles, au soutien dont les populations de ces zones avaient besoin et à la nécessité de bien meilleures communications entre ces communautés et les autorités.

Les efforts de lobbying ont commencé quasiment immédiatement et ont entraîné des changements tangibles au niveau des politiques et des pratiques employées par les autorités chargées de la réinstallation : des niveaux accrus d'assistance apportée aux communautés vivant dans les zones non constructibles, une plus grande consultation de ces communautés par les autorités, des efforts conjoints entre le gouvernement et la société civile pour esquisser des orientations claires sur la réinstallation, et un changement dans la politique du gouvernement visant à interdire toute reconstruction dans les zones non constructibles. En mai 2014, après avoir lu le rapport de recherche, le conseiller présidentiel pour le redressement et la réhabilitation après le passage du typhon

Haiyan, le plus haut représentant du gouvernement pour les efforts d'intervention, s'est mis en relation avec Oxfam pour en discuter des constats, prouve s'il en est de la possibilité que des personnes marginalisées et vulnérables se fassent entendre par les plus hauts échelons du gouvernement.

Il a été possible de vérifier l'impact des travaux de recherche à induire ces changements ou à y contribuer par les canaux de lobbying informels et les discussions techniques sur les directives en matière de réinstallation, qui les uns comme les autres ont repris les messages et les propositions formulés par Oxfam et ses partenaires.

En interne, les données recueillies ont servi à élaborer des propositions à des bailleurs de fonds et à rendre compte de la situation aux bailleurs de fonds actuels, y compris aux contributeurs à l'appel public lancé par Oxfam. Les employés d'Oxfam ont pu cerner les préoccupations des communautés et

The key findings were used in social media campaigning



Oxfam sa Pilipinas
April 30 - Edited

Some questions REALLY need to be asked. 200,000 people affected by typhoon Yolanda are at risk of resettlement, but only 7% of the people we interviewed said they had been consulted by a government official. Resettlement will only be successful if the views and needs of affected communities are integrated into relocation plans.

SHARE this if you think the government should hold consultations and get relocation RIGHT.

WE THOUGHT YOU'D NEVER ASK

After typhoon Yolanda we asked 453 people at risk of resettlement if they had been consulted by a government official.

93% SAID NO

OXFAM

mettre en place des stratégies pour les surmonter, surtout dans le domaine des moyens de subsistance et des préoccupations concernant la stratégie de protection. Les chefs de programme ont été impressionnés par la rapidité de l'analyse des données et se sont approprié le

concept. Depuis, les outils de saisie numérique des données ont été utilisés pour le suivi de post-distribution, en renforçant la transparence de la démarche adoptée et la confiance en celle-ci.

ÉTHIQUE, RISQUES ET STANDARDS

Comme il est pratique courante au sein d'Oxfam pour la saisie de données liées à la protection, l'enquête a été spécialement conçue pour ne pas saisir de noms ni d'informations permettant d'identifier les personnes interrogées, comme des photos ou leur emplacement GPS. Oxfam a collaboré avec le Comité International de la Croix-Rouge (CICR) et d'autres organismes en vue de mettre sur pied des standards professionnels pour les activités de protection⁴, en particulier le chapitre sur la gestion des informations sensibles, et ces projets pilotes sur le terrain sont l'occasion de mettre à l'épreuve les modalités pratiques de la mise en œuvre de ces standards et d'autres. Le choix de la méthodologie à employer comprend une évaluation des risques et le processus incorpore des mesures d'atténuation des risques (comme le fait de s'abstenir de prendre des noms, des coordonnées GPS, etc.).

En suivant des protocoles mis au point par des experts numériques d'Oxfam, l'enquête a été réalisée au moyen de téléphones mobiles réglés en mode avion pour économiser leur autonomie de batterie, et sans carte SIM pour veiller à ce qu'aucune information sensible ou identificatrice ne soit saisie par GPS. L'absence de carte SIM dans les téléphones mobiles a signifié aussi qu'il n'était pas possible de s'en servir pour se connecter à Internet ou pour passer des appels téléphoniques. Les agents recenseurs étaient également munis de copies papier de l'enquête pour les personnes interrogées désireuses de ne pas participer à une enquête numérique, ainsi que comme option de sauvegarde en cas d'empêchements techniques (il ne s'en est produit aucun en l'occurrence). L'utilisation de téléphones mobiles a été expliquée en détail aux personnes interrogées pour qu'elles puissent y donner leur consentement en pleine connaissance de cause et les agents recenseurs transportaient également avec eux des guides de dépannage. Le processus de recherche repose sur les principes essentiels du consentement éclairé de participation à l'enquête, du droit du participant de refuser d'y participer, de son droit à la vie privée et de son droit à être traité sans jugement de valeur à tous les stades de la saisie de données. Il existe aux Philippines un fort degré de confiance et d'utilisation du téléphone mobile, et la méthode numérique pour l'enquête a été adoptée à l'unanimité.

Lors des discussions de groupes témoins, des citations anonymes ont été recueillies en vue de les réutiliser dans les documents de l'enquête, et à titre d'activité distincte, il a été demandé à des individus s'ils étaient disposés à se faire interviewer pour que leur témoignage soit repris dans le rapport publié.

« Le problème porte sur nos moyens de subsistance. Dans ce barangay, la majorité des hommes pratiquent la pêche. Comment pouvons-nous continuer à gagner notre vie si nous sommes déplacés pour aller vivre dans une région montagneuse ? »

Participant au groupe de discussion d'hommes, Leyte

Alors que d'ordinaire, Oxfam s'attache à inscrire dans les processus de collecte de données la diffusion d'informations sur les services essentiels ayant trait à des questions comme la violence basée sur le genre, l'équipe chargée de protection d'Oxfam a décidé dans le cas présent de s'en abstenir : les prestataires de services se chargeaient déjà de diffuser ces informations très efficacement et il a semblé que toute intervention d'Oxfam à cet égard serait peu utile, voire risquerait de prêter à confusion.

QUELQUES ENSEIGNEMENTS MAJEURS

Saisie numérique des données : Le deuxième essai de saisie numérique des données en utilisant Mobenzi a été couronné de succès, sans accroc technique, et la plateforme s'est révélée également très utile pour gérer plusieurs dialectes. Il faut toutefois que les protocoles d'utilisation d'outils et d'équipements numériques soient très robustes et dotés de fonctions permettant de les améliorer et de les adapter en permanence : en l'occurrence, il a été décidé d'une part d'utiliser l'application pour restreindre l'utilisation des téléphones mobiles à l'unique collecte de données et pour empêcher l'utilisation de la fonction caméra, et d'autre part d'utiliser des applications de gestion à distance pour effacer à distance les données qui se trouvent sur un appareil au cas où il viendrait à être volé. Dans le cas présent, l'acceptation des outils numériques s'est faite à l'unanimité, or il ne faut pas s'attendre à ce que ce soit forcément le cas dans tous les pays, facteur qu'il faudra prendre en compte au moment de décider de la méthodologie de recherche à adopter. L'utilisation d'outils numériques nécessite de disposer d'un accès quotidien à l'électricité (pour recharger les appareils) et d'une connexion Internet de bonne qualité pour télécharger les données.

Boîtes à outils : Il existe une multitude de boîtes à outils disponibles et tandis que Oxfam a mis au point une boîte à outils de l'enquête mobile, au moment de la publication de ce rapport, les aspects élargis de ce processus et de cette approche n'ont pas été réunis dans une boîte à outils à proprement parler. Alors que la majeure partie des enseignements du premier projet pilote en Jordanie ont été pris en compte dans le cas présent, plusieurs éléments en ont été omis comme les protocoles relatifs à l'enregistrement des discussions de groupe et leur suppression. Par conséquent, il pourrait être nécessaire d'élaborer un simple ensemble d'outils pour effectuer des processus similaires à l'avenir, en plus des études de cas. La boîte à outils de l'enquête mobile a suscité un vif intérêt et Oxfam est actuellement en train d'en mettre au point la version externe. L'idée d'une boîte à outils couvrant l'intégralité du processus et de son approche suscite autant d'intérêt au sein d'Oxfam que de la part d'organisations externes.

Gestion des risques : Oxfam a utilisé des évaluations des risques solides pour déterminer la méthodologie de la recherche, le recours à la saisie numérique des données et le retour d'informations auprès des communautés. Les progrès réalisés en matière de retour d'informations auprès des communautés et d'utilisation des réseaux sociaux ont été rendus possibles en raison de la nature et du contexte de cette crise. Dans d'autres contextes, l'utilisation et le partage des données, y compris le retour d'informations auprès des communautés, nécessitent une gestion des risques extrêmement rigoureuse.

Processus de recherche cycliques : Le processus a été conçu pour être « cyclique » et a repris très efficacement les données issues d'une étape pour éclairer l'étape suivante, et donner ainsi plus de poids au processus de recherche. La méthodologie de la recherche a été très fortement étayée par le retour d'informations auprès des communautés qui a permis de valider et de confirmer les principaux constats.

Protection et moyens de subsistance : Bien que les éléments « sectoriels » de l'intervention soient gérés séparément, il est extrêmement bénéfique d'assurer une collaboration efficace entre les deux. Dans le cas présent, les solutions durables, qui sont généralement perçues comme relevant d'une problématique de protection, ont reposé en grande partie sur les facteurs des moyens de subsistance. Les équipes d'Oxfam ont pu réunir des experts et des gestionnaires de ces deux domaines pour veiller à reprendre efficacement les constats dans le travail de programmation et des politiques.

Participation communautaire et retour d'informations auprès des communautés : Si pour des raisons de sécurité, les recherches passées en Jordanie n'avaient pas pu procéder au retour d'informations auprès des communautés, ce projet a démontré que quand les

circonstances le permettent, il s'agit là d'une démarche qui ajoute beaucoup de valeur au processus et à la relation avec les communautés touchées par les crises, en mettant un terme au modèle « extractif » qui prévaut dans ce secteur. Bien que les modèles de retour d'informations auprès des communautés dépendent forcément du contexte et du profil de risques, le cas présent montre que cette démarche est non seulement possible mais aussi très appréciée par les communautés.

Élaboration de questions en ayant à l'esprit des supports de plaidoyer : Certaines questions acceptaient plusieurs réponses à choix multiples sans ordre de préférence. À cause de cela, nous n'avons pas pu présenter les réponses dans des documents de façon aussi percutante que nous l'aurions souhaité, notamment en citant des « faits marquants » : c'était le cas quand par exemple les chiffres ne faisaient pas le compte ou quand on ne savait pas quelle réponse avait été choisie en premier.

Genre : Les Philippines sont actuellement classées à la 5^e place de l'indice mondial des disparités entre les hommes et les femmes (le Royaume-Uni se trouve à la 18^e) sur 186 pays. Le processus de recherche et les résultats ont confirmé ce haut niveau d'équité entre les genres. Il s'est avéré qu'hommes et femmes jouissaient les uns comme les autres d'un taux élevé d'utilisation du téléphone mobile et d'un niveau élevé d'alphabétisation, ainsi que de l'égalité d'accès aux appareils mobiles. De même, bien que l'équipe se soit mise au travail en supposant que les hommes auraient davantage accès à l'information que les femmes, la ventilation des résultats de l'enquête a révélé peu de différences perceptibles en matière d'accès à l'information entre hommes et femmes. Même si, dans quelque situation que ce soit, Oxfam étudie toujours les questions de genre, il est important de vérifier les hypothèses et de les remettre en question au besoin. En revanche, hommes et femmes se sont avérés avoir des niveaux très faibles d'information sur les réinstallations, et à mesure que les campagnes d'information montent en puissance, il est important de surveiller les tendances émergentes de différenciation entre les femmes et les hommes de l'accès à l'information et de la capacité à agir en conséquence.

Ressources en personnel : Le processus a fait appel à plusieurs employés à plein temps pendant plusieurs semaines : le chercheur principal, le conseiller en protection, le conseiller en politique humanitaire et l'expert technique, qui ont bénéficié des contributions précieuses des agents recenseurs et du personnel local chargé de la protection et des moyens de subsistance. Ces travaux de recherche ont nécessité des investissements considérables en temps du personnel et en ressources, investissements qui ont porté leurs fruits comme en attestent les avancées de plaidoyer et les changements positifs concrets qui ont été réalisés. Néanmoins toutes les études de cas de ce type requièrent une analyse coût/avantages rigoureuse en amont.

CONCLUSIONS

L'enquête sur la réinstallation aux Philippines montre à quel point ce processus de recherche peut être efficace pour permettre un partage de données rapide et efficace et pour assurer le dialogue entre ceux qui recueillent les données et ceux qui les donnent. Avec ce type de processus, des décisions peuvent être prises sur-le-champ au niveau local et la prestation de services peut être améliorée sans délai. La saisie numérique des données dans le cas présent s'est révélée particulièrement efficace. Grâce au retour d'informations rapide qu'elle a permis, toutes les parties concernées se sont approprié les enjeux qu'elle a soulevés : aussi bien le personnel, que les personnes interrogées et les autorités locales, tout en permettant dans le même temps à ce que la validation des constats et les discussions sur le changement, le développement et le soutien commencent tant que les résultats de l'enquête restent pertinents. Les travaux de recherche ont contribué aux connaissances globales d'Oxfam et ont fourni des bases factuelles aux actions de programmation et de plaidoyer. **Le rapport de plaidoyer *The Right Move***⁵ est bien plus qu'une simple compilation des constats : il s'est appuyé sur les résultats de la recherche et a présenté des faits marquants, tout en reposant également sur une expertise en matière de recherche pour veiller à ce que les recommandations soient communiquées au plus haut niveau du gouvernement national afin de parvenir à des changements.

En plus des gains de plaidoyer et des changements de politique, le processus a eu pour avantage de susciter un regain d'optimisme et de confiance parmi les communautés ciblées lors du retour d'informations rapide et des présentations des données en temps réel, surtout chez celles qui avaient participé déjà à plusieurs travaux de recherche. Oxfam continuera de mettre à l'épreuve et d'améliorer cette approche de la recherche sur le terrain, en mettant l'accent sur quatre domaines spécifiques : l'amélioration de la méthodologie, le respect des normes les plus élevées en matière d'éthique et de gestion des risques, la participation communautaire et le retour d'informations auprès des communautés, et un souci que la recherche et les évaluations aboutissent à des résultats et des améliorations tangibles de la situation humanitaire. Oxfam est actuellement à la recherche de financement pour poursuivre ce travail et le mettre à l'épreuve dans des environnements de faible technicité et dans un plus large éventail de contextes.

REMERCIEMENTS

Cette étude de cas a été rédigée par Rachel Hastie et Harriet Hoffler, avec la précieuse contribution de Laura Eldon, Lou Lasap, Caroline Baudot et Miks Padilla. IDEALS a apporté un précieux soutien aux Philippines et nous tenons particulièrement à remercier les communautés du Samar oriental, du Leyte et du Nord Cebu qui ont accueilli le personnel d'Oxfam et ont participé avec enthousiasme à l'étude sur le terrain à une période très difficile de leur vie.

RESSOURCES SUPPLÉMENTAIRES

Le rapport complet peut être consulté en ligne : C. Baudot (2014) *The Right Move: Ensuring durable relocation after typhoon Haiyan*, <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/the-right-move-ensuring-durable-relocation-after-typhoon-haiyan-316093> (consulté en mai 2015)

Pour obtenir les outils utilisés dans le cadre de ce processus, et notamment les termes de référence, le format du budget, les modèles de revue documentaire, etc., s'adresser à : rhastie@oxfam.org.uk ou llasap@oxfam.org.uk

Pour obtenir des services de soutien numérique, des conseils et des guides pratiques, s'adresser à leldon@oxfam.org.uk ou aodonnell@oxfam.org.uk

Pour prendre connaissance de l'étude de cas sur un processus de recherche similaire en Jordanie, en faire la demande à rhastie@oxfam.org.uk



NOTES

- 1 Pour prendre connaissance de l'étude de cas sur le processus de recherche utilisé en Jordanie, en faire la demande à rhastie@oxfam.org.uk
- 2 C. Baudot (2014) *The Right Move: Ensuring durable relocation after Typhoon Haiyan*, <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/the-right-move-ensuring-durable-relocation-after-typhoon-haiyan-316093> (consulté en mai 2015)
- 3 *Ibid.*
- 4 CICR (2013) *Standards professionnels pour les activités de protection menées par les organisations humanitaires et de défense des droits de l'homme lors de conflits armés et d'autres situations de violence* <https://www.icrc.org/fr/publication/0999-standards-professionnels-pour-les-activites-de-protection-menees-par-les> (consulté en mai 2015).
- 5 C. Baudot (2014), *op. cit.*

© Oxfam International mai 2015

Cette étude de cas a été rédigée par Rachel Hastie et Harriet Hoffler. Oxfam remercie Laura Eldon, Lou Lasap, Caroline Baudot et Miks Padilla pour leur assistance dans la réalisation de ce document. Oxfam tient également à remercier IDEALS pour son précieux soutien aux Philippines, ainsi que les communautés du Samar oriental, du Leyte et du Nord Cebu qui ont accueilli le personnel d'Oxfam et ont participé avec enthousiasme à l'étude sur le terrain à une période très difficile de leur vie. Ce document fait partie d'une série de textes écrits et de rapports pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter rhastie@oxfam.org.uk ou leldon@oxfam.org.uk

Ce document est protégé par droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. E-mail policyandpractice@oxfam.org.uk.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.
Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous le numéro ISBN 978-0-85598-909-5 en mai 2015.
Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 20 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans plus de 90 pays, à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les organisations ou visiter www.oxfam.org